

PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES  
LOCALES DE  
L'ENVIRONNEMENT  
ET DE  
L'AMENAGEMENT

Bureau de l'Urbanisme  
et des Affaires Foncières

02.027

Cergy-Pontoise, le

ARRETE

28 janvier 2002

**Portant classement des  
infrastructures de transports terrestres dans la  
Commune de Montmagny  
au titre de la lutte  
contre le bruit.**

**LE PREFET DU VAL D'OISE,  
CHEVALIER DE LA LEGION  
D'HONNEUR**

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,

VU la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

VU le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,

VU le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transport terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

VU l'arrêté ministériel du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

VU l'arrêté ministériel du 30 Mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

**CONSIDERANT** l'absence de réponse de la commune de Montmagny dans le délai de trois mois prévu par la loi,

**SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise;

## ARRETE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Les dispositions de l'arrêté du 30 Mai 1996 susvisé sont applicables dans la Commune de Montmagny aux abords des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur le plan joint en annexe.

**Article 2** : Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 Mai 1996 susmentionné, la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons, ainsi que le type de tissu urbain.

Les tableaux A1 et A2 concernent les infrastructures de transports terrestres – routières et ferroviaires – existantes, et les tableaux B1 et B2 concernent les infrastructures – routières et ferroviaires – en projet.

Tableau A1

N° Réf	Nom de la rue ou voie	Début tronçon	Fin tronçon	Type de la voie	Cat	Largeur maximale
<b>Autoroutes, routes nationales, routes départementales</b>						
RN1:1 RN1:2 <i>RN1:3</i>	RN1 RN1 <i>RN1</i>	Limite Groslay RD193E <i>Section sur Pierrefitte sur Seine</i>	RD193E Limite Pierrefitte sur Seine <i>ouvert</i>	ouvert ouvert <i>ouvert</i>	3 4 <i>3</i>	100 m 30 m <i>100 m</i>
RD193:1 RD193:2 RD193:3	Rue d'Epinay Rue d'Epinay Rue d'Epinay	RD928 Avenue du 8 mai 1945 Rue Missout	Avenue du 8 mai 1945 Rue Missout Rue du 11 novembre 1918	ouvert ouvert ouvert	4 4 5	30 m 30 m 10 m
RD193E:1 RD193E:2	Avenue Maurice Utrillo Avenue Maurice Utrillo	Avenue du Gal de Gaulle Rue du Coude	Rue du Coude Limite commune Groslay	ouvert ouvert	3 4	100 m 30 m
<i>RD193E:3</i> RD193E:4	<i>Avenue Maurice Utrillo</i> Avenue Maurice Utrillo	<i>Section sur Groslay</i> Limite Groslay	Limite Sarcelles	<i>ouvert</i> ouvert	<i>4</i> 4	<i>30 m</i> 30 m
RD911:1 RD911:2 RD911:3	Avenue de la Gare Rue du 11 novembre 1918 Rue Maurice Berteaux	Limite commune Deuil-la-Barre Rue Carnot Avenue du Gal de Gaulle	Rue Carnot Rue Maurice Berteaux Limite commune Groslay	ouvert ouvert ouvert	4 4 4	30 m 30 m 30 m
RD928:1 RD928:2	Route de Saint Leu Route de Saint Leu	Limite commune Deuil-la-Barre Avenue Jean Jaurès	Avenue Jean Jaurès Limite Seine-Saint Denis	ouvert ouvert	3 3	100 m 100 m

N° Réf	Nom de la rue ou voie	Début tronçon	Fin tronçon	Type de la voie	Cat	Largeur maximale
Voies communales						
1:1	Rue Jules Ferry	RD928	Avenue du 8 mai 1945	ouvert	4	30 m
1:2	Rue Jules Ferry	Avenue du 8 mai 1945	Rue J. Missout	ouvert	4	30 m
2:1	Rue J. Missout	Rue d'Epinay	Rue Jules Ferry	ouvert	4	30 m
2:2	Rue J. Missout	Rue Jules Ferry	Sentier du Poteau	ouvert	4	30 m
2:3	Rue de Villetaneuse/Rue Galliéni	Rue J. Missout	Avenue du Gal de Gaulle	ouvert	4	30 m
3:1	Avenue du Gal de Gaulle	Rue Maurice Berteaux	Avenue Maurice Utrillo	ouvert	4	30 m
4:1	Rue Jean Jaurès	Section sur la Seine Saint Denis		ouvert	4	30 m

Tableau A2

N° de la ligne	Nom de la ligne	N° tronçon	Début tronçon	Fin tronçon	Type de voie	Cat.	Largeur maximale
990	Grande ceinture de paris	2351F	BV de Epinay sur Seine	BV Stains	ouvert	1	300 m
325	Epinay-Villetaneuse à Le Tréport-Mers	2283	BV Epinay-Villetaneuse	BV Sarcelles StBrice	ouvert	2	250 m

Tableau B1 :

n° Réf	Nom de la rue ou voie	début tronçon	fin tronçon	Type de voie	Cat.	Largeur maximale
Pas de route projetée classable sur la commune de Montmagny						

Tableau B2 :

N° de la ligne	Nom de la ligne	N° tronçon	Début tronçon	Fin tronçon	Cat.	Largeur maximale
Pas de ligne projetée classable sur la Commune de Montmagny						

**N.B. :**

**Définition des colonnes des tableaux A1 et B1 :**

La première colonne correspond au numéro d'identification du tronçon de voie concerné ou sa dénomination. Un même axe est divisé en plusieurs tronçons présentant des caractéristiques homogènes.

La deuxième colonne précise, le cas échéant, le nom de la rue correspondant au tronçon classé.

Les troisième et quatrième colonnes définissent respectivement l'origine et l'extrémité de chaque tronçon.

La cinquième colonne donne la nature du bâti environnant. Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme NF S.31-130.

La sixième colonne donne la catégorie de classement du tronçon.

La septième colonne donne la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit : ceux-ci sont déterminés à l'aide de la distance indiquée, comptée de part et d'autre de l'infrastructure.

Il arrive parfois que le secteur affecté par le bruit d'une portion de voie située sur une commune voisine s'étende sur le territoire communal de Montmagny. Dans ce cas, le tronçon concerné apparaît dans le tableau A1 *en italique*.

**Définition des colonnes des tableaux A2 et B2 :**

La première colonne donne le numéro de la ligne du réseau ferré national concernée.

La deuxième colonne précise le nom de la liaison correspondante.

La troisième colonne correspond au numéro du tronçon concerné de voie classée.

Les quatrième et cinquième colonnes définissent respectivement l'origine et l'extrémité de chaque tronçon.

La sixième colonne donne la catégorie de classement du tronçon.

La septième colonne donne la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit.

\* La largeur des secteurs affectés par le bruit est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche ;

- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

**Article 3 :** Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs, conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 96 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Les copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

**Article 4 :** Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans le secteur affecté par le bruit définis à l'article 2 sont les suivants :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	
2	79	78
3	73	74
4	68	68
5	63	63
		58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 "acoustique : Cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les "rues en U";
  - à une distance de l'infrastructure(\*) de 10 mètres, augmentée de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade.
- L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

(\*) Cette distance est mesurée : à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche, pour les infrastructures routières et à partir du bord extérieur de la voie la plus proche, pour les infrastructures ferroviaires.

**Article 5 :** Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département, et sera affiché pendant un mois dans la mairie de la Commune de Montmagny. Il entrera en vigueur à compter de l'accomplissement de la dernière formalité de publicité.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera tenu à la disposition du public dans les lieux suivants:

Préfecture et Sous-Préfecture de Sarcelles,  
Direction Départementale de l'Equipement,  
Mairie de la Commune de Montmagny.

**Article 7 :** Les tableaux A1, A2, B1, B2, la cartographie de classement des infrastructures de transports terrestres ainsi que les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectés par le bruit et dans lesquels existent des prescriptions d'isolement acoustique, figureront au nombre des annexes au Plan d'Occupation des Sols. Ces documents porteront référence de l'arrêté préfectoral correspondant et indication des lieux où il peut être consulté.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 doivent être reportés par Monsieur le Maire de Montmagny dans les documents graphiques du Plan d'Occupation des sols.

**Article 8 :** Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Sarcelles
- Monsieur le Maire de Montmagny
- Monsieur le Président du réseau Ferré de France
- Monsieur le Directeur de la S.N.C.F. Région Paris Nord
- Monsieur le Président du Conseil Général du Val d'Oise
- Monsieur Directeur Départemental de l'Équipement du Val d'Oise.

FAIT A CERGY-PONTOISE LE 28 JAN. 2002  
LE PREFET,

Pour ampliation

Pour le PRÉFET,  
Le Chef du Bureau des Affaires  
Foncières et de l'Urbanisme

Signé,

Jean-Michel BÉRARD

  
Alice DUJARDIN

## **NOTICE METHODOLOGIQUE.**

Classement des infrastructures de transports terrestres en application de la loi du 31/12/1992.

Report des résultats dans les documents d'urbanisme.

### **Rappel réglementaire concernant la mission.**

L'article 13 de la loi cadre de lutte contre le bruit du 31 décembre 1992 indique :

" Dans chaque département, le Préfet recense et classe les infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic (...). Il détermine(...) les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectés par le bruit (...).

Les secteurs ainsi déterminés et les prescriptions relatives aux caractéristiques acoustiques qui s'y appliquent sont reportés dans les Plans d'Occupation des Sols des communes concernées".

### **Report des résultats du classement dans les documents d'urbanisme.**

Il convient de rappeler ici que le bruit ne constitue en aucun cas une servitude d'utilité publique, ni n'entraîne une Inconstructibilité.

Le nouveau classement des infrastructures établi par arrêté vise principalement à définir les mesures d'isolation acoustique rendues nécessaires ; le report dans les documents annexes des P.O.S et P.A.Z n'est effectué qu'à titre informatif : il est nécessaire que les pétitionnaires puissent être informés des contraintes existantes en matière de protection contre le bruit.

### **Les annexes et documents graphiques des P.O.S. et des P.A.Z.**

Le décret 95-21 du 9 janvier 1995 modifie le code de l'urbanisme pour définir le report du classement dans les P.O.S et les P.A.Z :

**Article R 123-19** : cet article donne la liste des périmètres qui doivent figurer, à titre d'information, sur les documents graphiques du P.O.S. Le décret 95-21 y ajoute le périmètre des secteurs affectés par le bruit. On notera qu'il n'est pas obligatoire de faire figurer la catégorie de classement, mais uniquement les secteurs affectés par le bruit.

**Article R 123-24** : cet article concerne les annexes au P.O.S. Il est demandé de joindre les informations suivantes : le classement des infrastructures de transports terrestres, les secteurs affectés par le bruit, la référence des arrêtés préfectoraux correspondants, ainsi que la mention des lieux où ces arrêtés peuvent être consultés. En pratique, on annexera l'arrêté préfectoral de classement puisqu'il contient la totalité de ces informations.

**Article R 311-10** : il concerne le report dans les P.A.Z. Il s'agit de reporter les secteurs de nuisances sonores dans les documents graphiques des P.A.Z.

On notera que dans le cas des P.O.S, l'intégration des résultats du classement sera faite dans le cadre juridique d'une mise à jour.

D'autre part, remarquons qu'il n'existe pas de procédure équivalente de mise à jour pour les P.A.Z ; nous conseillons cependant d'annexer l'arrêté de classement au R.A.Z, ainsi qu'un plan des secteurs affectés par le bruit.

### Information des pétitionnaires pour les permis de construire et les certificats d'urbanisme.

Le décret 95-21 complète l'article R 410-13 du code de l'urbanisme en précisant que le Certificat d'Urbanisme doit informer le demandeur que "(...) le terrain se trouve dans un secteur, situé au voisinage d'infrastructures de transports terrestres, affecté par le bruit, dans lequel existent des prescriptions d'isolement acoustiques, déterminées en application de l'article 13 de la loi 92-1444 du 31 décembre 1992 (...)". On informera donc dans le Certificat d'Urbanisme de la proximité d'une voie classée et de sa catégorie de classement.

Rappelons que l'isolement acoustique vis à vis des bruits extérieurs est une règle de construction que le titulaire d'un permis de construire s'engage à respecter. Rappelons également qu'un contrôle acoustique peut être réalisé par l'administration dans les deux ans qui suivent la date d'achèvement des travaux.

C'est pour ces raisons qu'il est important de poursuivre l'information des demandeurs de permis de construire, même si cela n'est pas strictement obligé par la loi. Il s'agit d'assurer une continuité de procédure, puisque l'information de proximité d'une voie bruyante était donnée en Nota dans les Permis de Construire, en application des pratiques actuelles.

Par contre, il n'appartient en aucun cas au service instructeur de calculer l'isolement acoustique à apporter à une construction. Le détail méthodologique de ce calcul est donné par les textes réglementaires auxquels peut se référer le constructeur.

Les communes bénéficiant de la mise à disposition de la DDE en matière de mise à jour des P.O.S comme pour l'instruction des dossiers de permis de construire et de certificat d'urbanisme peuvent se mettre en contact avec leurs interlocuteurs habituels dès réception de l'arrêté de classement signé par Monsieur le Préfet.



# Classement des infrastructures des transports terrestres

*Loi du 31 décembre 1992*

## Commune de MONTMAGNY

### LEGENDE

Réseau existant



Catégorie 5

Catégorie 4

Catégorie 3

Catégorie 2

Catégorie 1

Réseau projeté



Octobre 2001

Echelle: 1/10.000

Réalisé par le S.G.I. / E.G.R. - DDE 95



